

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
De la commune de LA VRAIE CROIX

Nombres des Membres		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	qui ont part à la délibération
15	14	14

Séance du 12 MAI 2005

L'an deux mil cinq le douze mai, à vingt heures trente le conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Madame DANION Monique, Maire,

**Présents :** ONNILLON L/ ROUILLE D/ROYANT N/ LINO S / LE GARNEC F//LAUNAY S./LEBRETON R/LE VIAVANT/ LE CADRE S  
DELAUNAY C : HAUTIN M

**Absents excusés :** THUAL J.Y/ MAHE Y

**convocation :** 4 mai 2005

**Pouvoir :** Monsieur THUAL Jean-Yves donne pouvoir à Madame LAUNAY Simone pour toutes les délibérations  
Monsieur MAHE Yannick donne pouvoir à Madame DANION Monique pour toutes les délibérations

**Secrétaire de séance :** Monsieur LE GARNEC Frédéric a été élu secrétaire de séance

**OBJET : INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

En vertu des articles L210-1, L211-1 à L211-7, L213-1 à L213-17, R 211-1 à R211-8 et R 213-1 à R 213-26 du code de l'Urbanisme, Madame le Maire invite le conseil municipal à instituer le droit de préemption urbain dès lors que le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) est devenu opposable, sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future.

Le droit de préemption urbain (D.P.U) ne peut être exercé que dans le but d'affecter les biens acquis à des réalisations d'intérêt général :

- mise en œuvre d'une politique locale d'habitat ;
- maintien, accueil ou extension d'activités économiques ;
- développement des loisirs et du tourisme ;
- réalisation d'équipements collectifs ;
- lutte contre l'insalubrité ;
- sauvegarde et mise en valeur du patrimoine bâti ou non (à l'exception des espaces naturels pour lesquels des zones de préemption spécifiques peuvent être instituées par le Conseil Général) ;
- constitution de réserves foncières pour la réalisation des opérations précédentes ;
- plan de prévention des risques technologiques.

Après avoir délibéré, le conseil municipal :

- décide l'institution d'un droit de préemption urbain sur le territoire de la commune sur toutes les zones urbaines et les zones d'urbanisation future
- autorise Madame le Maire à exercer au nom de la commune, ce droit de préemption.

Fait et délibéré les jour, mois et an susvisés

Pour copie certifiée conforme

Le Maire,  
Monique DANION

**MAIRIE LA VRAIE CROIX**  
**11 JUIN 2005**  
**COURRIER ARRIVÉE**

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture  
et publication ou notification du

